



UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI

Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires
Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement

Revue scientifique thématique semestrielle
Environnement et Dynamique des Sociétés



N° 014
Juin
2026



Presse Universitaire
Niamey



ISSN



1859 - 5146

UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI (NIGER)

Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires
Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement

LERTESS - AD

Revue scientifique thématique semestrielle

Environnement et **D**ynamique des **S**ociétés



FACTEUR D'IMPACT (SJIFactor.com)		INDEXATION EDS	
2024	4,9		https://sjifactor.com/passport.php?id=23616
2023	4,866		https://universiteabdoumoumounideniamey.academia.edu/EnvironnementetDynamiquedesSoci%C3%A9t%C3%A9sEDS
2022	4,497		https://portal.issn.org/resource/ISSN/1859-5146
2021	4,09		https://portal.issn.org/resource/ISSN/1859-5146
2020	3,752		https://orcid.org/0009-0006-0118-2004

Photo de couverture : Vue de la cuvette oasienne d'Issoufory, située dans le département de Goudoumaria, région de Diffa au Niger M. WAZIRI M. Zaneidou, 2026

MAQUETTE & PAO: Dr MAMAN WAZIRI MATO Zaneidou, LERTESS/AD, UAM - Niamey

N° 014

ISSN



1859-5146

JUIN 2026

Note aux auteurs

La revue « Environnement et Dynamique des Sociétés » du Laboratoire d'étude et de recherche sur les territoires sahélo-sahariens : aménagement, développement est une revue thématique semestrielle. Elle publie en français ou en anglais des articles originaux ou des ouvrages résultant des recherches effectuées dans l'école doctorale Lettres, Arts, Sciences de l'Homme et de la Société par des chercheurs extérieurs dans les domaines d'intérêt de la revue. Pour faciliter l'édition, les auteurs sont invités à suivre les recommandations suivantes :

- [1]. En principe aucun article ne doit occuper plus de 15 pages dans la revue, tout compris, sachant qu'une page de la revue contient environ 500 mots.
- [2]. Le manuscrit doit être soumis en version numérique. L'article doit répondre à la structure suivante :
 - a) Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : le titre (il doit être concis mais complet et précis), le nom et prénoms de l'auteur ou les noms et prénoms des auteurs suivis de son titre ou de leurs titres académiques ou professionnels, le nom de l'institution ou les noms des institutions d'appartenance de l'auteur ou des auteurs et son adresse ou leurs adresses (y compris les adresses mail). Le plan du texte doit répondre au schéma suivant : Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
 - b) Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : le titre (il doit être concis mais complet et précis), le nom et prénoms de l'auteur ou les noms et prénoms des auteurs suivis de son titre ou de leurs titres académiques ou professionnels, le nom de l'institution ou les noms des institutions d'appartenance de l'auteur ou des auteurs et son adresse ou leurs adresses (y compris les adresses mail). Le plan du texte doit répondre au schéma suivant : Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- [3]. Le texte au format A4, doit être saisi en police Times New Roman, taille 12 pour le corps du texte et 14 pour les titres et avec un interligne de 1,5. Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction et de la conclusion et de la bibliographie doivent être titrées et numérotées par des chiffres (exemples : 1. 1.1. 1.2. ; 2. ; 2.1. ; 2.2.1. ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).
- [4]. Les auteurs peuvent envoyer leurs textes qui doivent être traités en Word sur PC par Internet à EDS : revueeds@gmail.com.
- [5]. Tout article doit être accompagné d'un résumé n'excédant pas 200 mots avec indication des mots clés au maximum 5 en français et d'un Abstract et des Key words en anglais. Ces résumés doivent permettre au lecteur d'apprécier exactement l'intérêt de l'article, les problèmes posés, les méthodes employées et les résultats obtenus. Ils doivent être rédigés avec le plus grand soin, dans une langue claire.
- [6]. Les illustrations qui doivent être pertinentes (photos, croquis, graphiques, cartes et tableaux) se limiteront au minimum nécessaire.
- [7]. Les références bibliographiques : elles doivent être citées dans le texte de la manière suivante : (B. Yamba, 1975, p21). Lorsque la référence comporte plus de trois auteurs, seul le premier auteur sera mentionné suivi de « et al. ». A la fin de l'article, les références constituant la bibliographie doivent être citées par ordre alphabétique croissant et de date pour un même auteur le tout numéroté. Pour chaque référence, inclure les noms complets de tous les auteurs. Une référence en ligne (Internet) est acceptable si elle s'avère fiable et crédible, on prend soin de mentionner le lien (la page web). Exemple : ANTHELME Fabien, BOISSIEU Dimitri, GIAZZI Franck et WAZIRI MATO Maman - (Page consultée le 30 mai 2011) *Dégradation des ressources végétales au contact des activités humaines et perspectives de conservation dans le massif de l'Air (Sahara, Niger)* - Vertigo, La revue électronique en sciences de l'environnement, Vol.7 no2, Adresse URL : <http://www.vertigo.uqam.ca/>.

Exemples :

- ▽ **Pour un article de journal ou revue** : Nom (s) suivi du prénom (s) de l'auteur (s); la date de parution de l'article : le titre de l'article, le titre du périodique en italique et précédé de « in » ; le volume et le numéro de la première et de la dernière page de l'article. Exemple : BOUZOU MOUSSA Ibrahim., 2003 - Les loupes d'érosion, formes majeures de dégradation des terres de glaciaires à sols indurés : Cas de Bogodjotou (Niger). In *Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey*, Tome VII, pp. 220-228.
 - ▽ **Pour les ouvrages** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre complet de l'ouvrage en italique ; le nombre de volumes et le nombre total de page ; le nom de l'éditeur ; le lieu de l'édition. Exemple : KILANI Mondher et WAZIRI MATO Maman, 2000 - *Gomba Hausa : dynamique du changement dans un village sahélien du Niger*, éditions Payot, Lausanne, 175 pages.
 - ▽ **Pour un chapitre dans un ouvrage** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre complet du chapitre ; le titre de l'ouvrage en italique, le nom de l'éditeur entre parenthèse ; la maison d'édition ; le lieu de l'édition. Exemple : MOTCHO Henri Kokou, 2007 - Dynamique urbaine et intégration régionale en Afrique de l'Ouest. - In : *Les États-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest : le cas du Niger*, (WAZIRI MATO, éd.), Karthala, Paris, pp. 121-137.
 - ▽ **Pour un article d'acte de colloque** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre de l'article, titre du colloque précédé de in, le nom de la revue, le lieu d'édition, le volume et le numéro de la première et de la dernière page de l'article. Exemple : BOUZOU MOUSSA Ibrahim, 1998 - Dégradation des terres et pauvreté au Niger : cas du terroir villageois de Windé - Bago (Dallol Bosso Sud). In : *Actes du Colloque du Département de Géographie FLSH/UAM Niamey 4-6 juillet 1996. Urbanisation et pauvreté en Afrique de l'Ouest*. Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, n° Hors-Série, pp.49-61.
 - ▽ **Pour une agence gouvernementale ou internationale considérée comme auteur** : Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, 2006 - *Guide national d'élaboration d'un plan de développement communal*, Direction Générale du Développement Communautaire, 35 pages.
- [8]. Les notes : elles doivent être en bas de chaque page et mentionnées dans le texte par leur numéro respectif. La police est la même avec le texte mais de taille 10.
 - [9]. Les cartes, les graphiques et les figures : ils doivent être produits à l'échelle définitive avec des dimensions adaptées au format de la revue. Les titres sont placés en haut.
 - [10]. Les photographies : il faut fournir des tirages bien contrastés en couleurs ou en noir et blanc. Les titres sont placés en haut.
 - [11]. Les tableaux : ils sont numérotés en chiffre arabe et le titre doit être placé en bas.

UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI (NIGER)*Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement***Revue scientifique thématique semestrielle****Environnement et Dynamique des Sociétés****DIRECTEURS DE PUBLICATION****Directeur de publication** : Pr AMADOU Boureima**Directeur Adjoint de publication** : Pr WAZIRI MATO Maman**COMITE SCIENTIFIQUE**

Pr AMADOU Boureima, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr BOUZOU MOUSSA Ibrahim, Université Abdou Moumouni, Niamey; Pr MOTCHO Kokou Henri, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr ISSA DAOUDA Abdoul-Aziz, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr TANDINA OUSAMANE Mahamane, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr TIDJANI ALOU Mahamane, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr YAMBA Boubacar, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr ZOUNGROUNA Pierre Tanga, Université J. K. de Ouagadougou (Burkina Faso) ; Pr WAZIRI MATO Maman, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr BONTIANTI Abdou, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr MOUNKAÏLA Harouna, Université Abdou Moumouni, Niamey, Pr. BOULAMA Kaoum, Université Abdou Moumouni de Niamey, Pr BOUKPESSI Tchaa, Université de Lomé (Togo), Pr. YABI Ibouaraïma, Université d'Abomey-Calavi (Benin), Pr. KABLAN N'guessan Hassy Joseph, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire), Pr. KADET GAHIE Bertin, Ecole Normale Supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire), LARE Lallé Yendoukoa, Université de Lomé (Togo), KADOUZA Padabô, Université de Kara (Togo).

COMITE DE REDACTION**Rédacteur en chef** : Pr WAZIRI MATO Maman**Rédacteur en chef Adjoint** : Pr DAMBO Lawali

Membres : Pr BODE Sambo, Dr ABDOU YONLIHINZA Issa (MC), Dr YAYE SAIDOU Hadiara (MC), Dr BAHARI IBRAHIM Mahamadou (MC), Dr MAMAN Issoufou (MC), Dr KONE MAMADOU Mahaman Moustapha (MC)

Nota Bene : Les opinions et analyses présentées dans ce numéro n'engagent que leurs auteurs et nullement la rédaction de la revue Environnement et Dynamique des Sociétés (EDS).

ADRESSE :*Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement***UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI****BP: 418 Niamey - NIGER.****Email:** revueeds@gmail.com **Site :** www.revue-eds.com

© Copyright : Revue EDS, 2026

COMITE DE LECTURE

- ✿ Pr. ABDO LAOUALI SERKI Mounkaïla, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. AMADOU Boureïma, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. AMADOU Oumarou, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. BODE Sambo, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. BOULAMA Kaoum, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. DAMBO Lawali, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. ELHADJI OUMAROU Chaïbou, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. FANGNON Bernard, Université d'Abomey Calavi (Benin)
- ✿ Pr. KOUADIO Guessan, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- ✿ Pr. SOULEY Kabirou, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ Pr. SOUMANA KINDO Aïssata, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. WAZIRI MATO Maman, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. YABI Ibouaïma, Université d'Abomey-Calavi (Benin)
- ✿ MC. ABDOU YONLIHINZA Issa, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ MC. ADO SALIFOU Arifa Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. DJANGRANG Man-Na, Université de Moundou (Tchad)
- ✿ MC. KASSI-DJODJO Irène, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. KIARI FOUGOU Hadiza, Université de Diffa (Niger)
- ✿ MC. KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. MALAM ABDOU Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. OUATTARA Seydou, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. TANKARI Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. TRAORÉ Porna Idriss, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

SOMMAIRE

L'IMPACT DU RETRAIT DES PAYS DE L'AES (BURKINA FASO, MALI, NIGER) DE LA CEDEAO SUR LEURS INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS	9
Lassana TOURE^{1*}, Abdoul Karim DIAMOUTENE¹, Mahamadou Bassirou TANGARA¹ et Mickaël CLEVENOT²	
PROMOUVOIR LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES LOCALES PAR LES ACTIONS CLIMATIQUES DANS LES ZONES D'INTERVENTION DU PROGRAMME JASS DANS LES REGIONS DE TAHOUA ET MARADI AU NIGER	26
MAMAN Issoufou^{1*}, IBRAHIM Habibou¹, AFANE Abdoukader¹, MAMADOU KONE Mahaman Moustapha¹, YAMBA Boubacar² et ISSOUFOU DJIGO Ibrahim³	
L'EGYPTE PHARAONIQUE : LE DON DU NIL.....	43
OLAME HOUMINA Patrice¹	
IDENTIFICATION, SOURCES ET DYNAMIQUES DES INNOVATIONS AGROÉCOLOGIQUES DANS LA FILIÈRE MARAÎCHÈRE AU SUD BÉNIN	61
ADJE E Funmilayo^{1*}, MAGNON Y. Z. Zountchégbé², EFIO Sylvain³ et TOSSOU C. Rigobert⁴	
RESILIENCE COMMUNAUTAIRE FACE A LA MALNUTRITION DANS LA COMMUNE DE TORI-BOSSITO AU BENIN : RECITS DE MENAGES AYANT RENVERSE LA SITUATION CHEZ LEURS ENFANTS.....	75
HOUNSI Augustin^{1*}, HINNOU Patrick², NASSI Karl Martial³, Roch L. MONGBO⁴ et ADJILE O. Alida⁴	
INNOVATIONS LOCALES ET COHESION SOCIALE : STRATEGIES COMMUNAUTAIRES DE PREVENTION DES CONFLITS ET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE A BARIENOU (NORD-BENIN)	90
HOUNDEOKOU Sèkannou Gérard^{1*}, VODOUNNON TOTIN K. Marius² et MELIHO Pierre Codjo³	
ARBRE SACRE « JAG SIR », PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN PAYS TOUPOURI DANS LE MONT-ILLI AU SUD-OUEST DU TCHAD	106
BAYANG Sirbélé¹	
DU RENOUEAU EXISTENTIALISTE A L'HERITAGE SARTRIEN DE LA PSYCHANALYSE EXISTENTIELLE.....	118
SALIFOU HAMANI Abdoul-Aziz^{1*} et SOULEYMAN Mahaman²	
ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL DES COMMUNES DU SUD BÉNIN-TOGO	138
Cokou Romain AHLINVI^{1*}, Expedit Wilfrid VISSIN², Jean-François FAÛ³ et Jacques AGUIADAHO⁴	
GESTION DES POINTS D'EAU DANS LE QUARTIER KALLEY PLATEAU DE NIAMEY, NIGER.....	154
SOULEY BOUBACAR Adamou¹, BOUBACAR AKALI Haoua^{2*} et MOTCHO Kokou Henri³	

STRATEGIES D'ADAPTATION DES EXPLOITANTS MARAICHERS DE LA COMMUNE DE SEYNA DANS LA REGION DE GAO FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE .170
Mahamadou CISSE^{1*}, Bakary DAGNO¹ et Vembé Blaise KONE²

VARIABILITE TEMPORELLE DES CARACTERISTIQUES PHYSICO-CHIMIQUES DES EFFLUENTS DE RAFFINERIE PETROLIERE : IMPLICATIONS POUR UN TRAITEMENT EN AVAL188
Ismaël Ousseini Nafiou^{1*} et Mahamadou Mounir Zakari¹

ACCES DES REFUGIES AUX TERRES AGRICOLES DANS UN CONTEXTE DE CRISE FONCIERE : CAS DU DEPARTEMENT DE GUIDAN ROUMDJI DANS LA REGION DE MARADI199
MAHAMAN SALIFOU Moussa^{1*} et HAROUNA Mounkaila²

IMPACTS SOCIOECONOMIQUES DE L'ETAT D'URGENCE A TORODI, DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIERES216
SOUMAILA Hama¹, ALZOUMA POUTCHA Issoufou² et DAOUDA BANA Askandara^{3*}

STRATEGIES ENDOGENES DE PROTECTION DU FONCIER MARAICHER DANS L'ARRONDISSEMENT COMMUNAL NIAMEY 5 (NIGER)227
IDRISSA BONDABA Tayabou^{1*}, MOUMOUNI MAHAMANE SANI Moumouni¹ et MAMAN WAZIRI MATO Zaneidou²

ANALYSE DES CONFLITS LIES A LA LIBERATION DES CHAMPS DES CULTURES PLUVIALES AU NIVEAU DU DEPARTEMENT DE BELBEDJI, REGION DE ZINDER (NIGER)241
HAROU ABOU Idrissa^{1*}, ALI Salé² et MAMAN SANI Amadou³

DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET EVOLUTION VILLAGEOISE DANS LE CERCLE DE GOUNDAM : CROISSANCE NUMERIQUE ET MUTATIONS DE LA TAILLE DES VILLAGES DEPUIS L'INDEPENDANCE255
Mahamadou ABOCAR^{1*}, Mahamadou Faradji MAIGA², Mahamane ALBOUKADER³ et Boubacar Ousmane TOURE⁴

DYNAMIQUE D'OCCUPATION ET ENJEUX DE SECURISATION FONCIERE EN ZONE PASTORALE AU NIVEAU DU DEPARTEMENT DE BELBEDJI, REGION DE ZINDER (NIGER)269
HAROU ABOU Idrissa^{1*}, ALI Salé², ABDOU SANI Mountaka³ et MAMAN SANI Amadou⁴

DIRE LA GUERRE : L'APPREHENSION DU CONCEPT IDENTITÉ RECONSTRUCTIVE CHEZ LES ÉCRIVAINS TCHADIENS281
Parfait NADJIBEYE¹

CONTRIBUTION DES CULTURES IRRIGUEES DANS LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DES MENAGES AGRICOLES DE L'ARRONDISSEMENT COMMUNAL NIAMEY V293
OUSSEINI ISSA Abdou^{1*}, ADO MIKO Mahamadou Makana² et WAZIRI MATO Maman³

GOVERNANCE URBAINE ET HUMANITES DANS L'AMENAGEMENT D'UNE VILLE MOYENNE IVOIRIENNE : LE CAS DE TIEBISSOU AU CENTRE DE LA COTE D'IVOIRE306
N'Dri Ernest KOUADIO^{1*}, Sientienwin SEKONGO² et Teré GOGBE³

EVOLUTION DU LAC TCHAD DE 2015 A 2025 : QUELLE IMPACT SUR LA PECHE DANS LA PARTIE NIGERIENNE	323
ELH KAKA ADAM Eih Ligari ¹ et KIARI FOUYOU Hadiza^{2*}	
PERCEPTION DES AGROPASTEURS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE SAHEL : LE RECOURS AUX SAVOIRS ENDOGENES POUR UNE RESILIENCE ACCRUE DES COMMUNAUTES DANS LA ZONE DE KONNI AU NIGER	338
ABDOULAYE NOUHOU Mahamadou^{1*}, MOUSSA Mahamadou Sani² et WAZIRI MATO Maman¹	
AGE AU MARIAGE ET PROLONGEMENT DU CELIBAT CHEZ LES ETUDIANT.E.S DE L'UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI.....	353
ABDOURAHAMANE NAJOUH Alhassane¹	
VIE ET ONTOLOGIE DU VIVANT : LE DEBAT ENTRE E. KANT ET H. JONAS	367
Romuald T. AMOUSSOUGA^{1*} et Alain Corneille TOWOU²	
CONSOMMATION DE LA VIANDE DE BROUSSE PAR LES POPULATIONS DES MONTS ALEDJO AU NORD-TOGO.....	385
DJERI Idrissou^{1*} et NOBIME Georges²	
VULNÉRABILITÉ ET ADAPTATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE 2ÈME PÔLE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (PDA2) AU NORD DU BÉNIN.....	397
Guy Cossi WOKOU¹	
IMPACTS DE LA VARIABILITE CLIMATIQUE SUR LES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES DU DEPARTEMENT DE GOURE (REGION DE ZINDER, NIGER).....	412
IBRAHIM SOULEY Malam Zanaidou^{1*}, WAZIRI MATO Maman², HASSANE YAOU Tahirou³, HAMADOU YOUNOUSSA Bachirou³ et GARBA Zibo³	
APHRIKÊ OU AFAGHÊ ? POUR UNE HYPOTHÈSE DE RELECTURE ÉTYMOLOGIQUE DES NOMS DE L'AFRIQUE À PARTIR DE LA LANGUE HO	433
Wanilo Guillaume GANHIDE¹	
VULNERABILITE DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRICOLES DES PLAINES DE KORIOUME, HAMADIA ET DAYE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DANS LA COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU (MALI).....	454
Mahamane ALBOUKADER^{1*}, Seydou MARIKO² et Mahamadou ABOCAR³	
LUTTE CONTRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU BENIN : CAS DU FINANCEMENT DE L'ADAPTATION ET DE L'ATTENUATION	468
Alfred Bothé Kpadé DOSSA¹	

GOVERNANCE URBAINE ET HUMANITES DANS L'AMENAGEMENT D'UNE VILLE MOYENNE IVOIRIENNE : LE CAS DE TIEBISSOU AU CENTRE DE LA COTE D'IVOIRE

N'Dri Ernest KOUADIO^{1*}, Sientienwin SEKONGO² et Teré GOGBE³

1. Maître-Assistant, Membre de l'Equipe de Recherche Espace Système-Prospective (ERES-P), Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët (Côte d'Ivoire)

2. Assistant, Institut de Géographie Tropicale (IGT) Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët (Côte d'Ivoire)

3. Professeur Titulaire à l'Institut de Géographie Tropicale, Directeur de l'Equipe de Recherche Espace Système-Prospective (ERESP), Université Félix Houphouët de Cocody Abidjan (Côte d'Ivoire)

**Correspondant courriel : kouadiondriernest@gmail.com/ernestkouadio.ci2012@yahoo.fr*

Résumé

À l'ère de la décentralisation les villes moyennes ivoiriennes occupent une place stratégique dans les dynamiques de développement local. Cependant, les politiques d'aménagement urbain y demeurent souvent marquées par une approche techniciste insuffisamment attentive aux dimensions humaines, sociales et culturelles du territoire. Cet article analyse les interactions entre gouvernance urbaine, décentralisation et Humanités dans l'aménagement d'une ville moyenne ivoirienne à partir du cas de Tiébissou. À travers une approche de géographie urbaine, l'étude mobilise des observations de terrain, des entretiens semi-directifs avec les acteurs locaux (autorités municipales, services techniques, leaders communautaires) ainsi qu'une analyse des documents de planification urbaine. Les résultats mettent en évidence les limites de la gouvernance urbaine locale, caractérisée par une faible participation citoyenne, une fragmentation des acteurs et une inadéquation entre les besoins des populations et les choix d'aménagement. L'intégration des Humanités dans les processus décisionnels locaux constitue une condition essentielle pour renforcer la cohérence territoriale, la légitimité de l'action publique et le pouvoir d'agir des populations dans les villes moyennes décentralisées.

Mots-clés : Gouvernance urbaine ; Humanités ; Aménagement urbain ; Développement local, Tiébissou

URBAN GOVERNANCE AND THE HUMANITIES IN THE PLANNING OF AN IVORIAN SECONDARY CITY: THE CASE OF TIEBISSOU

Abstract

In the context of decentralization, secondary cities in Côte d'Ivoire are increasingly recognized as key drivers of local development. Yet, urban planning practices in these contexts remain predominantly shaped by technicist approaches that inadequately address the social, cultural, and human dimensions of urban space. This article critically examines the interplay between urban governance, decentralization, and the

Humanities through a case study of Tiébissou, a secondary city in central Côte d'Ivoire. Adopting an urban geography perspective, the study draws on qualitative data collected through field observations, semi-structured interviews with local stakeholders (municipal authorities, technical departments, and community leaders), and analysis of planning documents. The findings reveal structural shortcomings in local governance systems, including limited citizen participation, fragmented institutional arrangements, and a persistent misalignment between planning decisions and local needs. The paper argues that integrating the Humanities into urban governance frameworks provides a critical pathway for rethinking planning practices. By foregrounding local knowledge, social practices, and participatory dynamics, such an approach enhances territorial coherence, strengthens the legitimacy of public action, and fosters more inclusive and context-sensitive urban development in decentralized secondary cities.

Keywords: Urban governance; Humanities; Urban planning; Decentralization; Secondary cities; Côte d'Ivoire

Introduction

À l'ère de la décentralisation, les villes moyennes occupent une place stratégique dans les dynamiques de structuration territoriale et de développement local en Côte d'Ivoire. Longtemps marginalisées au profit des grandes métropoles, elles apparaissent désormais comme des relais essentiels de l'aménagement du territoire, susceptibles de réduire les déséquilibres spatiaux et de favoriser une meilleure redistribution des ressources. Dans ce contexte, la gouvernance urbaine constitue un levier déterminant pour orienter les politiques d'aménagement. Toutefois, dans de nombreuses villes moyennes ivoiriennes, les pratiques d'aménagement restent largement dominées par des approches technicistes, centrées sur les infrastructures et les normes d'urbanisme, au détriment des dimensions humaines, sociales et culturelles du territoire. La littérature scientifique met en évidence les limites des modèles classiques de gouvernance urbaine fondés sur une rationalité technico-administrative. À cet effet, J. Owona (2011, p. 45) montre que ces approches contribuent à marginaliser les savoirs locaux dans les processus décisionnels. Dans la même perspective, S.Nga (2022, p. 78) souligne que la faible participation citoyenne constitue un obstacle majeur à l'efficacité des politiques urbaines. Ces analyses convergent pour démontrer que les aménagements issus de ces logiques restent souvent peu adaptés aux réalités sociales. Par ailleurs, les travaux en sciences humaines et sociales insistent sur l'importance d'intégrer les dimensions culturelles, symboliques et éthiques dans les politiques publiques locales. À ce propos, J.Groncin (2022, p. 112) met en avant le rôle des valeurs et des représentations dans la compréhension des dynamiques sociales. De son côté, A.N. Casanova (2022, p. 64)

insiste sur la nécessité de prendre en compte les fondements éthiques dans l'action publique afin d'en renforcer la légitimité. Dans cette perspective, les Humanités apparaissent comme un cadre d'analyse pertinent pour repenser la gouvernance urbaine en mettant l'accent sur les valeurs, les représentations et les pratiques des acteurs. Malgré ces apports théoriques, peu d'études empiriques ont analysé de manière approfondie les interactions entre gouvernance urbaine, décentralisation et Humanités dans les villes moyennes ivoiriennes. La faible prise en compte des dimensions humaines, culturelles et participatives dans les politiques locales d'aménagement limite l'efficacité de la gouvernance urbaine dans la ville de Tiébissou. L'objectif de cette étude est d'analyser les modalités de la gouvernance urbaine dans la ville de Tiébissou, en mettant en évidence les limites d'une approche techniciste de l'aménagement et en interrogeant les apports potentiels des Humanités dans la construction d'un développement local plus inclusif. Il s'agit plus spécifiquement d'examiner les interactions entre les acteurs locaux, d'identifier les dysfonctionnements du système de gouvernance et d'évaluer les conditions d'une meilleure prise en compte des dimensions humaines dans les processus décisionnels. Pour atteindre cet objectif, la recherche s'inscrit dans une approche de géographie urbaine combinant des méthodes qualitatives et quantitatives. Elle repose sur des observations de terrain, des entretiens semi-directifs réalisés auprès des acteurs locaux (autorités municipales, services techniques, leaders communautaires) ainsi que sur l'analyse documentaire des instruments de planification urbaine.

Dès lors, la question centrale qui guide cette étude est la suivante : comment la prise en compte des Humanités peut-elle contribuer à améliorer la gouvernance urbaine et l'aménagement des villes moyennes ivoiriennes dans un contexte de décentralisation ?

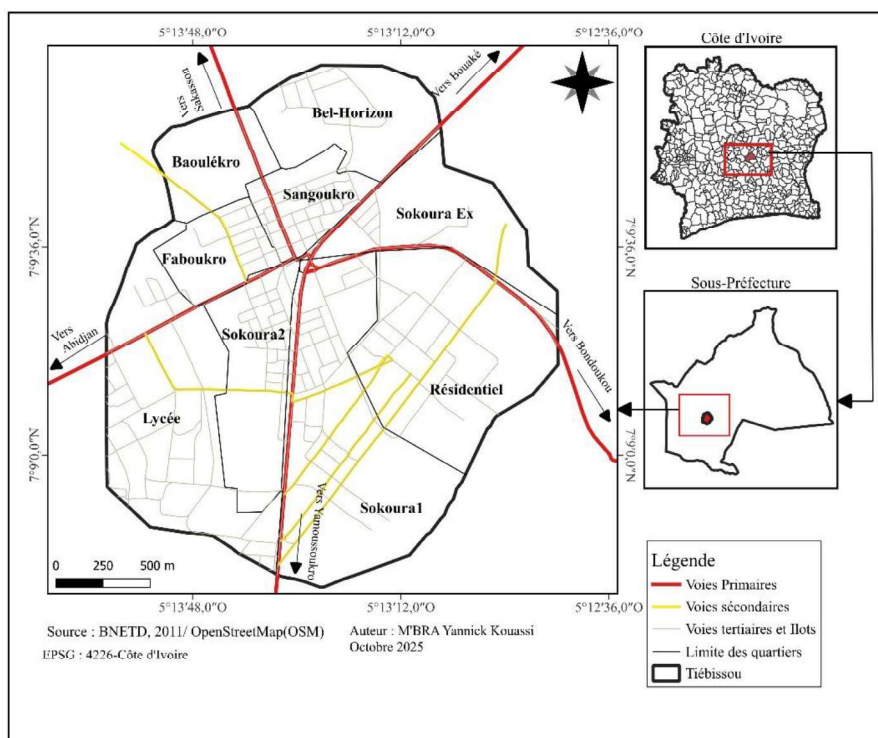
1. Méthodologie

1.1. Présentation de la zone d'étude

Située dans la région du Bélier au centre de la Côte d'Ivoire, la ville de Tiébissou couvre une superficie d'environ 934 km² et compte 21 270 habitants selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2021. Elle est localisée entre 7°09'47'' de latitude nord et 5°13'14'' de longitude ouest. Sa position géographique stratégique entre Bouaké et Yamoussoukro lui confère un rôle de carrefour d'échanges et de pôle d'organisation spatiale à l'échelle régionale. Ancienne localité coloniale, Tiébissou a été érigée en sous-préfecture par la loi n°61-4 de janvier 1961. Elle a ensuite été promue au rang de commune par la loi n°85-1085 du 16 octobre 1985, avant de devenir chef-lieu de département le 28 août 1996. Aujourd'hui la ville comprend plusieurs quartiers voir figure 1. La population de Tiébissou est majoritairement composée d'autochtones baoulé, appartenant au grand groupe Akan,

et répartis principalement entre les cantons Aïtou et Nananfoué. L'organisation sociale repose sur des structures traditionnelles où les autorités coutumières jouent un rôle important dans la gestion du foncier et la régulation des conflits. L'origine de la ville remonte aux migrations des populations baoulé en provenance du Ghana entre le XVII^e et le XVIII^e siècle, à la suite du départ légendaire de la reine Abla Pokou. Le nom « Tiébissou » serait une déformation du mot baoulé « Tchevissou », signifiant « l'endroit où se trouvent les pierres utilisées comme projectiles pour la chasse ». Cette appellation fait référence à une zone riche en silices exploitée par les premiers occupants du site, notamment les chasseurs du groupe Gbomizambo. À l'époque précoloniale, Tiébissou fonctionnait comme une chefferie traditionnelle intégrée à un système clanique et lignager. Les cantons Aïtou et Nananfoué assuraient la gestion des terres, des sanctuaires et de la vie communautaire. La ville constituait déjà un centre d'échanges à vocation régionale. L'évolution administrative de Tiébissou est étroitement liée à la pénétration coloniale française à la fin du XIX^e siècle. Sur le plan spatial, Tiébissou s'est progressivement étendue au-delà de son noyau colonial initial, avec l'émergence de nouveaux quartiers résidentiels, tels que Baoulékro. Cette croissance urbaine, souvent non planifiée, se traduit par une juxtaposition d'espaces structurés et spontanés, révélant les limites de la planification urbaine et de la gestion foncière. Aujourd'hui, la ville de Tiébissou présente un paysage urbain marqué à la fois par son héritage historique et par une dynamique de modernisation portée par la décentralisation, le développement des infrastructures et l'intensification des mobilités régionales.

Figure 1 : carte de localisation de la ville de Tiébissou



1.2. Méthodes et matériels de collecte des données

La présente étude s'inscrit dans une approche de géographie urbaine mobilisant une démarche mixte, à la fois qualitative et quantitative. Ce choix méthodologique se justifie par la volonté d'appréhender de manière globale les dynamiques de gouvernance urbaine dans la ville de Tiébissou, en articulant l'analyse des pratiques institutionnelles, des perceptions des acteurs et des réalités socio-spatiales.

1.2.1. Stratégie d'échantillonnage

L'étude repose sur un échantillonnage raisonné, fondé sur la sélection d'acteurs directement impliqués dans les processus de gouvernance urbaine et d'aménagement de la ville.

Trois catégories d'acteurs ont été retenues :

Les acteurs institutionnels, comprenant les autorités municipales (maire) ainsi que les services techniques en charge de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement ;

Les acteurs communautaires, constitués des chefs de quartiers, leaders communautaires et responsables d'associations locales (jeunes et femmes) ;

Les populations locales, représentées par les chefs de ménages résidant dans différents quartiers de la ville.

Au total, l'échantillon est composé de 114 enquêtés, répartis comme suit :

- 6 acteurs institutionnels ;
- 12 leaders communautaires ;
- 96 ménages.

La sélection des enquêtés repose sur des critères tels que l'implication dans la gestion locale, l'ancienneté dans le quartier et la diversité socio-spatiale (centre urbain et quartiers à la périphérie de la ville). Le choix de la taille de l'échantillon (114 enquêtés) repose sur un compromis entre les contraintes du terrain et la recherche d'une représentativité analytique. Ainsi, le nombre d'entretiens réalisés auprès des acteurs institutionnels et communautaires a permis de recueillir des discours diversifiés et redondants, garantissant la fiabilité des analyses qualitatives. Par ailleurs, l'effectif de 96 ménages enquêtés permet de dégager des tendances quantitatives significatives sur les perceptions et les conditions de vie, tout en assurant une couverture spatiale relativement équilibrée des différents quartiers de la ville.

1.2.2. Méthodes de collecte des données

La collecte des données s'est appuyée sur plusieurs techniques complémentaires.

L'observation directe réalisée sur le terrain a permis d'appréhender l'état des équipements et infrastructures structurantes, les formes d'occupation de l'espace

ainsi que les dynamiques urbaines en cours. Elle a donné lieu à des prises de vues et de notes ;

Les entretiens semi-directifs ont été conduits auprès des acteurs institutionnels et communautaires à l'aide d'un guide d'entretien structuré autour des thématiques de la gouvernance urbaine, de la participation citoyenne et des pratiques d'aménagement. Ces entretiens ont permis de recueillir des informations qualitatives relatives aux perceptions, aux logiques d'action et aux contraintes liées à l'aménagement de l'espace urbain de Tiébissou.

Le questionnaire a été administré aux ménages afin de recueillir des données quantitatives sur les conditions de vie, le niveau de satisfaction vis-à-vis des aménagements urbains, ainsi que les formes de participation aux processus décisionnels.

L'analyse documentaire a porté sur les documents de planification urbaine, les rapports administratifs et les textes relatifs à la décentralisation en Côte d'Ivoire, permettant de contextualiser les pratiques observées.

1.2.3. Méthodes de traitement des données

Les données collectées ont fait l'objet d'un double traitement :

Une analyse qualitative, basée sur une analyse de contenu thématique des entretiens. Cette démarche a consisté à identifier et interpréter les thèmes récurrents relatifs à la gouvernance, à la participation citoyenne et aux représentations sociales des acteurs. L'analyse a été orientée par une lecture issue des Humanités, mettant en évidence les dimensions culturelles, éthiques et symboliques de l'action publique. Une analyse quantitative appliquée aux données issues des questionnaires. Ces données ont été traitées à l'aide des logiciels Microsoft Excel et SPSS, permettant la production de statistiques descriptives (pourcentages et tableaux croisés). Par ailleurs, l'analyse spatiale a été réalisée à l'aide d'outils de cartographie tels que QGIS, permettant de représenter les dynamiques territoriales et de croiser les données socio-spatiales.

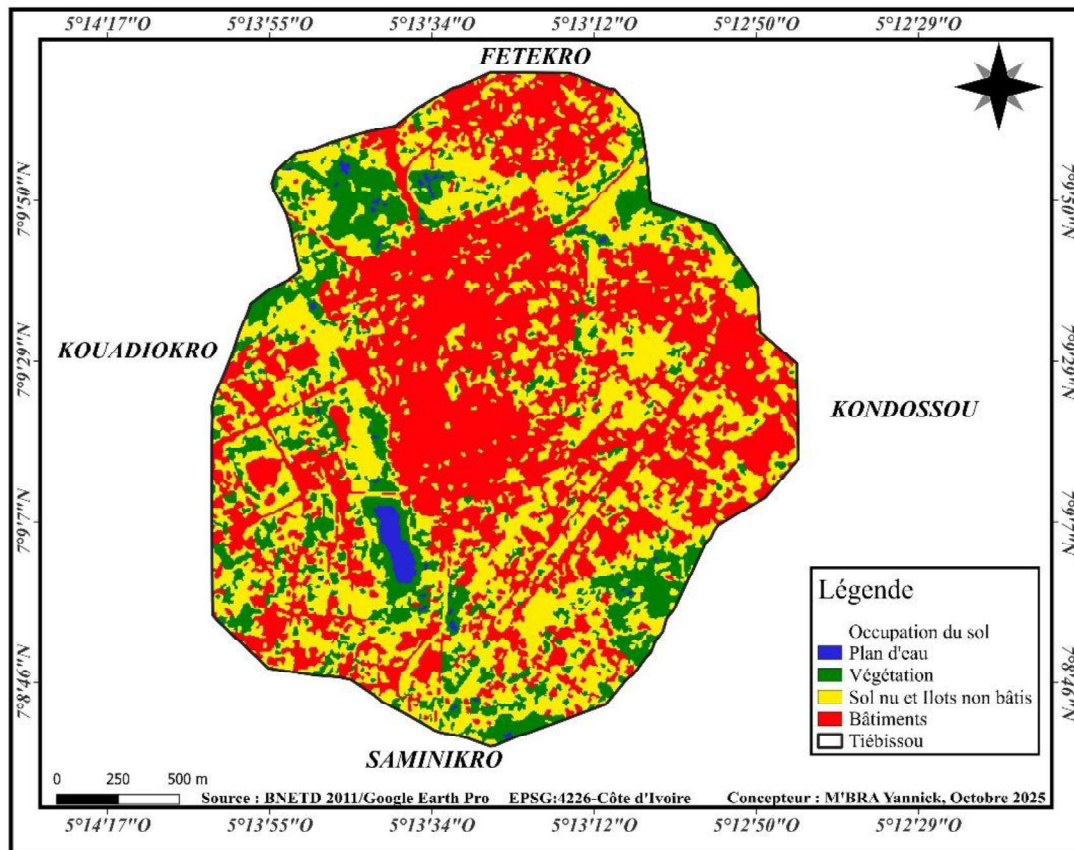
2. Résultats

2.1. Une gouvernance urbaine marquée par l'ambivalence des acteurs et des dysfonctionnements participatifs

L'analyse des données met en évidence le rôle central mais ambivalent des acteurs institutionnels dans la gouvernance urbaine de la ville de Tiébissou. En effet, bien que la mairie et les services techniques constituent les principaux pôles décisionnels, leur capacité d'action demeure fortement contrainte par des limites structurelles, notamment l'insuffisance des ressources financières et techniques. Cette situation est accentuée par la faiblesse de l'économie locale, largement dominée par le secteur

informel, caractérisé par la prépondérance d'activités de subsistance telles que la vente ambulante, le transport par mototaxi et les petits commerces. Le faible niveau d'emplois formels combiné à l'absence d'un tissu industriel dynamique, réduit considérablement les opportunités d'insertion professionnelle en particulier pour les jeunes. Dans ce contexte de rareté des ressources, les interactions entre acteurs oscillent entre logiques de coopération et dynamiques de rivalité ce qui fragilise davantage les mécanismes de gouvernance. Par ailleurs, les résultats de l'enquête révèlent une faible participation des populations locales aux processus décisionnels liés à l'aménagement urbain. Une majorité, soit 78 % des ménages interrogés déclare ne pas être associée aux projets concernant leur cadre de vie et plus de la moitié affirme n'avoir jamais été consultée. Les entretiens réalisés auprès des acteurs institutionnels confirment cette tendance mettant en lumière une gouvernance essentiellement verticale où les décisions sont prises au niveau des autorités locales avec une implication limitée des citoyens. Les cadres de concertation existants apparaissent peu opérationnels souvent ponctuels et insuffisamment inclusifs. Cette situation engendre un sentiment d'exclusion et de méfiance vis-à-vis des autorités locales avec pour corollaire une urbanisation spontanée. La croissance urbaine de la ville de Tiébissou se fait de manière désordonnée, avec sans plan d'aménagement élaboré au préalable. Dans cette commune, les constructions se sont développées le long des routes principales et autour des zones de services, ce qui donne à la ville une forme diffuse. En effet, cette urbanisation non planifiée a favorisé l'émergence de quartiers périphériques mal desservis en équipements et infrastructures de base. Tous les services sont concentrés au centre de la ville et les quartiers périphériques qui sont en pleine extensions avec les constructions largement défavorisées. Cette absence de plan d'aménagement traduit un morcellement de l'espace urbain, où les zones d'habitat, d'activités et de services s'imbriquent sans réelle cohérence spatiale. Le tissu urbain est discontinu, car nous observons de vastes espaces non bâtis entre certains quartiers comme, le quartier espoir 1 et 2, le quartier Bel-horizon, et quartier Lycée qui constituent les quartiers périphériques de la ville, mais fort est de constater que c'est dans ces zones les constructions de types modernes s'observent plus, sans la présence de services adéquats. Tiébissou se présente ainsi comme une « ville éparpillée », c'est-à-dire qu'on observe plus de l'espace bâti qui alterne avec les terrains vacants et des voies non aménagées, des zones herbeuses dans les quartiers périphériques et avec des espaces encore ruraux. Ainsi, cette discontinuité spatiale révèle la faiblesse de la maîtrise foncière et les difficultés de contrôle de l'extension urbaine. Les activités telles que le commerce se développe partout, les commerçants occupent les espaces de façon illégale. Ces dynamiques spatiales sont clairement mises en évidence par l'analyse de l'occupation du sol cf figure 2.

Figure 2 : carte de l'occupation du sol de la ville de Tiébissou



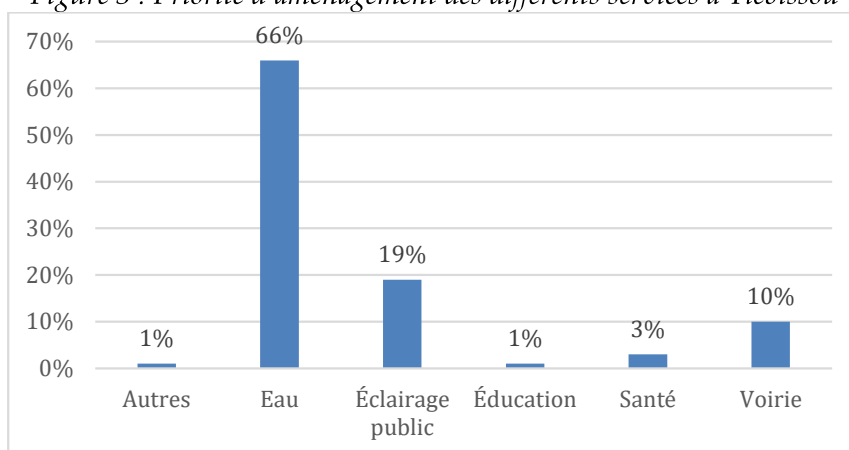
L'analyse de la carte d'occupation du sol révèle une prédominance des surfaces bâties, associée à une forte présence de sols nus et à une fragmentation des espaces végétalisés. Cette configuration traduit une urbanisation extensive, peu planifiée et caractérisée par un tissu urbain discontinu. L'imbrication désordonnée des différentes unités d'occupation du sol met en évidence une absence de structuration spatiale et un déficit de planification urbaine. Ainsi, l'organisation actuelle de l'espace urbain de Tiébissou apparaît comme la traduction spatiale des dysfonctionnements de la gouvernance locale.

2. 2. Une inadéquation entre les besoins des populations et les choix d'aménagement

Les résultats montrent un décalage important entre les besoins des populations et les actions d'aménagement. Pour améliorer durablement les conditions de vie des habitants de la ville de Tiébissou, il est indispensable d'investir largement dans les services urbains essentiels qui répondent directement aux besoins des habitants. En effet, l'accès universel à l'eau potable, la modernisation des réseaux d'assainissement et la mise en place d'un système de gestion intégrée des déchets doivent constituer des priorités absolues. De même, la réhabilitation des routes principales et secondaires, ainsi que la construction de nouvelles voies de désenclavement, faciliteraient la mobilité urbaine et stimuleraient le commerce local. De plus,

l'amélioration de l'éclairage public ainsi que l'électrification des zones périphériques renforcerait la sécurité de tous cas de voleurs et d'agressions et accompagneraient les activités économiques nocturnes. Enfin, le renforcement des équipements éducatifs, sanitaires et culturels contribuerait à un développement équilibré du territoire communal. Ces investissements doivent s'inscrire dans une approche de durabilité en intégrant les dimensions environnementales, sociales et économique de l'aménagement urbain durable. La figure 3 ci-dessous montre les priorités d'aménagement à Tiébissou.

Figure 3 : Priorité d'aménagement des différents services à Tiébissou



Source : Nos enquêtes 2025

La figure présente les priorités d'aménagement exprimées par les populations de Tiébissou. Elle met en évidence une forte demande pour l'amélioration de l'accès à l'eau potable, qui représente 66 % des attentes, faisant de ce service la priorité absolue. Cette valeur élevée traduit les difficultés persistantes d'approvisionnement en eau dans la localité et l'urgence d'investir dans des infrastructures hydrauliques fiables. La seconde priorité concerne l'éclairage public, cité par 19 % des enquêtés. Ce besoin s'explique par les enjeux de sécurité, de mobilité nocturne et de dynamisation des activités économiques. La voirie occupe la troisième place avec 10 %, ce qui témoigne des insuffisances en matière de routes et de voies de circulation essentielles pour le transport et l'accès aux services. Les secteurs de la santé et de l'éducation apparaissent comme des priorités plus faibles, avec respectivement 3 % et 1 % suggérant que ces services sont perçus comme relativement moins urgents ou mieux couverts que les infrastructures de base. Enfin, la catégorie "Autres" à 1 %, regroupe divers besoins secondaires exprimés par la population. L'accès à l'eau potable constitue la contrainte la plus critique. De nombreux quartiers, notamment les zones périphériques et précaires ne disposent pas de réseau d'adduction. Les populations sont contraintes de recourir à des sources alternatives puits, forages voir photo 1 souvent non sécurisées. La qualité de l'eau est également fortement remise en cause.

Photo 1 : Forage communautaire au quartier Bel Horizon*Prise de vue : KOUADIO E, 2025*

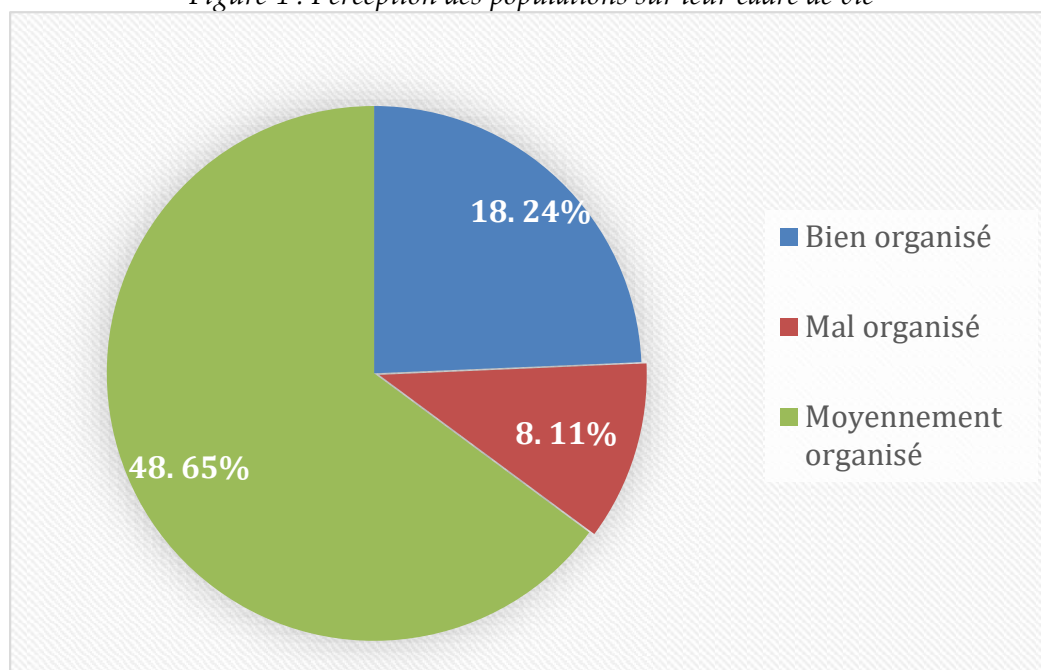
Ce forage constitue la principale source d'approvisionnement en eau potable pour les habitants du quartier Bel-Horizon, où le réseau de la distribution d'eau potable reste inexistant. Plusieurs ménages signalent une eau jaunâtre jugée impropre à la consommation et responsable de maladies hydriques, notamment la diarrhée chez les enfants. Cette situation alimente un fort mécontentement vis-à-vis des services de distribution et un sentiment d'abandon. Par ailleurs, la faiblesse des revenus accentue ces difficultés. La majorité des ménages dispose de revenus modestes (41 % entre 50 000 et 100 000 F CFA, 24 % en dessous de 50 000 F CFA), limitant leur accès aux services essentiels. Ainsi, les choix d'aménagement restent insuffisamment adaptés aux réalités socio-économiques locales.

2.3. Une faible intégration des dimensions humaines dans l'aménagement urbain

Les politiques d'aménagement urbain restent dominées par des approches technicistes, avec une faible prise en compte des réalités sociales, culturelles et économiques. Les besoins fondamentaux exprimés par les populations (en éducation, santé, assainissement, voirie) montrent l'importance d'intégrer les dimensions humaines dans les projets urbains. La précarité économique, les difficultés d'accès aux services et les conditions de vie dégradées traduisent une insuffisante prise en compte des réalités locales, ce qui limite l'efficacité des politiques publiques. L'absence de système de collecte des ordures, l'insalubrité des quartiers et la prolifération de maladies hydriques alimentent un sentiment de négligence. Les besoins prioritaires de la population ne sont pas pris en compte. En matière d'habitat, les habitants soulignent la précarité de nombreux quartiers, caractérisés par des

constructions spontanées et sans infrastructures de base. La figure 4 montre les perceptions de la population sur le cadre de vie.

Figure 4 : Perception des populations sur leur cadre de vie



Source : Nos enquêtes, octobre 2025

L'analyse de la perception des populations révèle que près de la moitié des enquêtés (48,65 %) considère la ville de Tiébissou comme moyennement organisée tandis que 18,24 % la jugent bien organisée contre seulement 8,11 % qui la perçoivent comme mal organisée. Cette distribution traduit une appréciation mitigée de l'organisation urbaine caractéristique d'un espace en cours de structuration. Elle met en évidence les limites des politiques d'aménagement et confirme l'existence d'une urbanisation partiellement maîtrisée en cohérence avec les dysfonctionnements observés dans la gouvernance urbaine.

2.4. Les potentialités des Humanités pour une gouvernance urbaine inclusive

Malgré les nombreuses contraintes qui caractérisent la gouvernance urbaine dans la commune de Tiébissou, les résultats de l'enquête mettent en évidence le rôle déterminant que peuvent jouer les Humanités dans la construction d'une gouvernance plus inclusive. En effet, les approches issues des sciences humaines et sociales, en valorisant les dimensions sociales, culturelles et participatives, offrent des leviers pertinents pour améliorer la conception et la mise en œuvre des politiques urbaines. L'analyse des enquêtes de terrain révèle que les populations locales disposent d'une connaissance fine de leur environnement et expriment des besoins clairement hiérarchisés. Cette capacité d'expression constitue une ressource

essentielle pour orienter les politiques publiques. En tête des priorités figurent l'accès à l'eau potable, considéré comme un besoin vital et urgent. Dans plusieurs quartiers, les ménages sont confrontés à une pénurie persistante ou à une qualité d'eau douteuse. Cette situation souligne l'importance d'intégrer les réalités vécues par les habitants dans les stratégies d'aménagement, notamment à travers l'extension des réseaux d'adduction d'eau et de distribution électrique. Le secteur de la santé constitue également une préoccupation majeure. La concentration des services au niveau de l'hôpital général limite l'accessibilité aux soins, en particulier pour les populations des quartiers périphériques. Les habitants plaident ainsi pour un renforcement du maillage sanitaire de proximité. Cette demande traduit une attente forte en matière d'équité territoriale, que les approches humanistes permettent de mieux appréhender en mettant l'accent sur la justice spatiale et sociale. Par ailleurs, la question de l'assainissement apparaît comme une priorité structurante. L'absence d'infrastructures adaptées notamment de caniveaux pour l'évacuation des eaux pluviales entraîne des inondations récurrentes et favorise la prolifération de maladies telles que le paludisme. À cela s'ajoute la dégradation avancée des voies secondaires qui accentue l'enclavement des quartiers périphériques et freine les dynamiques économiques locales. Ces réalités mettent en évidence la nécessité d'une planification urbaine sensible aux conditions de vie quotidiennes des populations. L'apport des Humanités se manifeste également à travers l'analyse des préférences stratégiques exprimées par les populations en matière de gouvernance urbaine. Les résultats quantitatifs montrent que 65 % des enquêtés privilégient l'élaboration d'un plan directeur d'urbanisme participatif comme principale stratégie d'amélioration de la gestion urbaine. Cette forte proportion traduit une prise de conscience de l'importance de la planification à long terme et de la nécessité d'un cadre structurant pour organiser la croissance urbaine. En outre 30 % des enquêtés insistent sur l'amélioration des services et des infrastructures urbaines, notamment dans les domaines de l'eau, de la santé, de l'assainissement et de la voirie. Cette attente confirme l'urgence d'interventions concrètes visant à améliorer les conditions de vie quotidiennes des populations. En revanche seulement 15 % des enquêtés mettent explicitement en avant la participation citoyenne ce qui peut traduire soit une faible culture participative, soit une certaine méfiance vis-à-vis des processus décisionnels existants. Ce résultat met en évidence un paradoxe : bien que les populations expriment des besoins clairs et une volonté implicite d'être entendues, leur implication formelle dans la gouvernance demeure limitée. Au-delà des besoins matériels, l'un des apports majeurs des Humanités réside précisément dans la promotion de cette participation citoyenne. Les résultats montrent que les habitants de Tiébissou manifestent dans les discours qualitatifs une volonté réelle de s'impliquer dans les processus décisionnels relatifs à l'aménagement urbain.

Toutefois, cette dynamique participative reste insuffisamment exploitée en raison d'un déficit de communication et de concertation entre les autorités locales et les populations. Le sentiment d'exclusion exprimé par certains habitants traduit les limites d'une gouvernance encore largement descendante. Dans cette perspective l'intégration des approches participatives inspirées des Humanités apparaît comme un levier essentiel pour renforcer l'efficacité et la légitimité des politiques urbaines. La prise en compte des savoirs locaux, des pratiques sociales et des attentes des populations permettrait non seulement d'améliorer la pertinence des projets mais aussi de favoriser leur appropriation par les bénéficiaires. Une telle démarche contribuerait à instaurer un climat de confiance entre les acteurs et à renforcer la cohésion sociale. Ainsi, ces résultats soulignent la nécessité d'adopter une approche intégrée combinant planification stratégique, amélioration des infrastructures et inclusion effective des populations. Dans un contexte marqué par la pauvreté, les inégalités socio-spatiales et les déficits en infrastructures, la gouvernance urbaine inclusive s'impose comme une condition fondamentale du développement durable. Les Humanités, en plaçant l'humain au cœur de l'action publique offrent un cadre analytique et opérationnel capable de transformer les pratiques d'aménagement urbain à Tiébissou. Elles permettent de passer d'une logique techniciste à une approche plus intégrée participative et socialement ancrée du développement urbain. En définitive, la mobilisation des potentialités des Humanités constitue une opportunité stratégique pour construire une ville plus équitable et résiliente, fondée sur la reconnaissance des besoins, des savoirs et des aspirations des populations locales.

3. Discussion des résultats

Les résultats de cette étude mettent en évidence les limites structurelles de la gouvernance urbaine dans la commune de Tiébissou, tout en révélant les potentialités d'une approche fondée sur les Humanités.

3.1. Une gouvernance urbaine faiblement participative

La faible implication des populations dans les processus décisionnels observée à Tiébissou confirme les analyses de S. Arnstein (1969, p. 216) qui montre que de nombreuses politiques publiques restent situées à des niveaux faibles de participation, caractérisés par l'information ou la consultation symbolique. À Tiébissou, l'absence de consultation réelle traduit une gouvernance descendante. Cette situation rejoint également les travaux de Y. Sintomer (2008, p. 45) qui souligne que la participation citoyenne demeure souvent limitée dans les contextes locaux africains en raison de déficits institutionnels et d'un manque de culture participative. Le sentiment d'exclusion et de méfiance exprimé par les populations corrobore ainsi

les conclusions de J-P. Gaudin (2014, p. 89), selon lesquelles l'absence de concertation fragilise la légitimité de l'action publique.

3.2. Fragmentation des acteurs et faiblesse de la coordination

La pluralité d'acteurs et leur faible coordination observées à Tiébissou s'inscrivent dans les analyses de P. Le Galès (1995, p. 63) pour qui la gouvernance urbaine repose sur des réseaux d'acteurs interdépendants dont la cohérence conditionne l'efficacité de l'action publique. L'absence de synergie entre la mairie, la préfecture et les acteurs communautaires illustre une gouvernance fragmentée. De même, M. Granovetter (1973, p.1360) met en évidence l'importance des liens faibles dans la circulation de l'information et la coordination. Leur insuffisance à Tiébissou limite la coopération entre acteurs et renforce les cloisonnements institutionnels.

3.3. Inadéquation entre besoins sociaux et choix d'aménagement

Le décalage observé entre les besoins prioritaires des populations (eau, voirie, éclairage) et les politiques d'aménagement rejoint les travaux de D. Harvey (2008, p. 24) qui critique la production urbaine déconnectée des besoins réels des habitants. La forte demande en eau potable (66 %) illustre une injustice socio-spatiale. Cette situation confirme également les analyses de A. Sen (1999, p. 87) pour qui le développement doit être centré sur la satisfaction des besoins essentiels et l'amélioration des capacités humaines. L'accès limité aux services de base à Tiébissou traduit ainsi une privation de capacités fondamentales. La domination d'une approche techniciste dans l'aménagement urbain à Tiébissou est en cohérence avec les critiques formulées par H. Lefebvre (1974, p. 102) qui plaide pour une prise en compte du vécu des habitants dans la production de l'espace. L'insalubrité, la précarité de l'habitat et l'absence de services traduisent une marginalisation des réalités sociales.

3.4. Contraintes économiques et rôle ambivalent des acteurs

Les contraintes financières et la prédominance du secteur informel observées confirment les analyses de Hernando de Soto (2000, p. 52), qui montre que l'informalité constitue à la fois une ressource et une limite au développement. À Tiébissou, elle reflète une économie de survie freinant les capacités d'investissement public.

Par ailleurs, les interactions ambivalentes entre acteurs rejoignent les travaux de Elinor Ostrom (1990, p. 88), qui souligne que la gestion collective des ressources nécessite des règles claires et une coopération effective entre acteurs, conditions encore insuffisantes dans le contexte étudié.

3.5. Apports des Humanités pour une gouvernance inclusive

La pertinence des approches des Humanités dans l'amélioration de la gouvernance urbaine, comme le souligne E. Morin (2005, p. 67) la complexité des systèmes sociaux nécessite une approche intégrée prenant en compte les dimensions humaines, culturelles et sociales. De même J. Habermas (1987, p. 120) met en avant l'importance de l'espace public et du dialogue dans la construction des décisions collectives. L'intégration des savoirs locaux et la participation citoyenne à Tiébissou apparaissent ainsi comme des leviers essentiels pour renforcer la légitimité et l'efficacité des politiques urbaines. Enfin, les résultats rejoignent les travaux de F. Ascher (2004, p. 152) qui insiste sur la nécessité d'une gouvernance urbaine flexible inclusive et adaptée aux réalités locales.

Conclusion

La présente étude avait pour objectif d'analyser les limites des approches technicistes de la gouvernance urbaine dans la ville de Tiébissou et d'examiner les apports des Humanités dans la construction d'un modèle de développement local plus inclusif. Les résultats montrent que les modalités actuelles d'aménagement urbain, dominées par des logiques techniques et institutionnelles, se traduisent concrètement par une faible implication des populations dans les processus décisionnels, souvent limitée à des consultations ponctuelles sans réel pouvoir d'influence. Les enquêtes de terrain ont notamment révélé que plusieurs projets d'aménagement, tels que l'ouverture de voies ou l'implantation d'équipements de bases ont été réalisés sans concertation préalable avec les riverains, générant incompréhensions, résistances et parfois des conflits d'usage de l'espace. Par ailleurs, les entretiens menés auprès des acteurs institutionnels et communautaires de la ville de Tiébissou ont mis en évidence des dysfonctionnements dans la coordination des interventions, marqués par des chevauchements de compétences et une circulation insuffisante de l'information entre services techniques, autorités locales et chefferies traditionnelles. Ces constats confirment l'hypothèse selon laquelle une gouvernance urbaine déconnectée des dynamiques sociales et culturelles locales limite l'efficacité et la durabilité des actions d'aménagement dans les villes moyennes ivoiriennes. L'analyse met également en évidence que les pratiques locales, les formes d'organisation communautaire telles que les associations de quartier ou les mécanismes informels de régulation foncière ainsi que les savoirs endogènes constituent des ressources encore largement sous-mobilisées dans les processus décisionnels. Pourtant, ces dispositifs jouent un rôle central dans la gestion quotidienne des espaces urbains, notamment en matière de médiation sociale, de gestion des conflits et d'entretien des infrastructures de

proximité. Dans cette perspective, l'intégration des Humanités apparaît comme un levier stratégique pour réorienter la gouvernance urbaine vers des approches plus participatives et inclusives. Sur le plan scientifique, cette recherche apporte une contribution double. D'une part, elle met en lumière, à partir d'un terrain empirique situé, les manifestations concrètes des limites des modèles technicistes dans un contexte urbain ivoirien intermédiaire. D'autre part, elle propose une relecture de la gouvernance urbaine à travers le prisme des Humanités, en montrant comment celles-ci permettent d'articuler les dimensions sociales, culturelles et politiques de l'espace urbain dans l'analyse et la transformation des pratiques d'aménagement. Ce positionnement contribue ainsi à enrichir les débats contemporains sur l'articulation entre gouvernance, développement territorial et sciences humaines dans les villes ivoiriennes. Toutefois, cette étude présente certaines limites qu'il convient de souligner. Son ancrage dans un terrain unique, bien qu'il permette une compréhension fine des dynamiques locales, restreint la portée de généralisation des résultats. En outre, le recours prédominant à des méthodes qualitatives, fondées sur les discours d'acteurs, peut introduire des biais liés aux positions institutionnelles ou aux intérêts exprimés, ce qui appelle à une triangulation plus systématique avec des données quantitatives et spatialisées. Sur le plan opérationnel, l'amélioration de la gouvernance urbaine à Tiébissou suppose la mise en place de cadres formalisés de concertation, tels que des comités locaux d'aménagement associant populations, autorités municipales et chefferies traditionnelles, ainsi que l'élaboration d'outils de planification intégrant les réalités socio-culturelles locales. Le renforcement des mécanismes de coordination entre acteurs apparaît également indispensable, notamment à travers des dispositifs de partage d'information et de suivi des projets urbains. Par ailleurs, la reconnaissance institutionnelle des initiatives communautaires existantes pourrait constituer un levier important pour renforcer l'efficacité des politiques urbaines. En termes de perspectives scientifiques, des recherches comparatives entre plusieurs villes moyennes ivoiriennes apparaissent nécessaires afin d'identifier des configurations de gouvernance différenciées, notamment en fonction des modes d'organisation sociale et des dynamiques foncières. De même, l'analyse des formes hybrides de gouvernance, articulant institutions formelles et régulations informelles, ainsi que l'étude des dispositifs participatifs innovants, constituent des pistes prometteuses pour approfondir la compréhension des transformations urbaines en contexte africain.

En définitive, la construction d'une gouvernance urbaine inclusive dans les villes moyennes ivoiriennes ne peut se réduire à une rationalité technique ; elle implique la reconnaissance effective des populations comme acteurs centraux du développement, à travers leurs pratiques, leurs savoirs et leurs formes d'organisation. Dans cette perspective, les Humanités apparaissent non seulement comme un cadre analytique

pertinent, mais également comme un levier stratégique pour promouvoir des politiques urbaines plus justes, durables et profondément ancrées dans les réalités locales.

Références bibliographiques

- ARNSTEIN, Sherry (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of Planners*, Vol 35, n°4, pp. 216–224.
- ASCHER, François. (2004). *Les nouveaux principes de l'urbanisme*. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.
- CASANOVA, Antoine Nicolas. (2022). *Éthique et action publique : Fondements et enjeux contemporains*. Paris : Presses universitaires de France.
- GAUDIN, Jean-Pierre. (2014). *La gouvernance moderne*. Paris : Presses de Sciences Po.
- GRANOVETTER, Mark Seth. (1973). The strength of weak ties. *American Journal of Sociology*, Vol 78, n°6, pp. 1360–1380.
- GRONDIN, Jean. (2022). *Introduction à la philosophie herméneutique*. Paris : Éditions du Cerf.
- HABERMAS, Jürgen. (1987). *Théorie de l'agir communicationnel* (Tome 1). Paris : Fayard.
- HARVEY, David. (2008). *Le capitalisme contre le droit à la ville*. Paris : Amsterdam.
- LASCOUMES, Pierre. (2007). *Sociologie de l'action publique*. Paris : Armand Colin.
- LE GALÈS, Patrick. (1995). Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine. *Revue française de science politique*, Vol 45, n°1, pp. 57–95.
- LEFEBVRE, Henri. (1974). *La production de l'espace*. Paris : Anthropos.
- MORIN, Edgar. (2005). *Introduction à la pensée complexe*. Paris : Seuil.
- NGA, Serge. (2022). Gouvernance locale et participation citoyenne en Afrique subsaharienne. *Revue africaine de science politique*, 1Vol 8 n°2, pp. 65–85.
- OSTROM, Elinor. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge : Cambridge University Press.
- OWONA, Joseph. (2011). *Décentralisation et gouvernance locale en Afrique : Enjeux et perspectives*. Yaoundé : Presses de l'Université de Yaoundé.
- RHODES, Roderick Arthur William. (1997). *Understanding governance: Policy networks, governance, reflexivity and accountability*. Buckingham : Open University Press.
- SEN, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Oxford University Press.
- SINTOMER, Yves. (2008). *Le pouvoir au peuple : Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*. Paris : La Découverte.